



Communiqué de l'Association France Palestine Solidarité

Anniversaire meurtrier de l'offensive d'Israël contre Gaza

A qui fera-t-on croire qu'il s'agit d'une coïncidence ? Samedi 26 décembre au matin, à la veille du premier anniversaire de son offensive meurtrière contre Gaza, Israël a tué 6 Palestiniens. Les trois premiers - Basheer Suleiman Mousa Abu Dhail, Mahmoud Jom'a Ibrahim al-Sharat'ha, et Hani Salem Ibrahim Abu Ghazal - sont morts, désarmés, lors d'un tir de missile au nord de la bande de Gaza près de Beit Hanoun, à proximité de la frontière israélienne. Les trois autres - Ghassan Abou Cheikh, Raed Zorghi et Anan Zorbough, membres des brigades Al-Aqsa pourtant amnistiés - ont été victimes d'une « exécution ciblée » à Naplouse, en Cisjordanie.

Les Etats-Unis ont d'ailleurs demandé des explications au Premier ministre israélien, s'étonnant que les services de sécurité palestiniens n'aient pas été informés de l'incursion israélienne en Cisjordanie, et exprimé leur « préoccupation ».

En réalité, ces assassinats de sang froid, en violation de toutes les règles du droit international, confirment le rapport de la commission d'enquête dirigée par le juge Richard Goldstone : Israël n'hésite pas à commettre des « crimes de guerre, voire contre l'Humanité » pour imposer sa loi aux Palestiniens.

Ce texte, l'Assemblée générale des Nations unies l'a adopté à la majorité (la France, dans une complicité coupable, n'a pas participé au vote!), mais Israël continue à tuer impunément. De même, le conseil des ministres des Affaires étrangères européens a adopté des conclusions très sévères envers la politique israélienne, mais le gouvernement Netanyahu-Lieberman-Barak n'en tient aucun compte.

Pour que la communauté internationale contraigne enfin Israël à cesser le massacre, comme le blocus de Gaza et la colonisation en Cisjordanie (des centaines de nouveaux logements de colons ont été annoncés ce 27 décembre à Jérusalem-Est!), et à des négociations enfin fondées sur le droit international avec un calendrier contraignant. , il faut que les opinions se mobilisent, comme elles le font avec l'actuelle marche pour Gaza , et sanctionnent, avec les gouvernements, la politique israélienne

Paris, le 28 décembre 2009.